Interview

Brésil, « Le mouvement a été victorieux »

lundi 7 octobre 2013, par COELHO Allan, MALAFATTI Fernanda, WHITAKER Béatrice (Date de rédaction antérieure : 4 octobre 2013).

Dans une nouvelle période ouverte par des mobilisations de masse au Brésil, sur lesquelles revient l'interview, des courants au sein du PSOL ont décidé de fusionner et donner naissance à une nouvelle organisation politique écosocialiste, antiraciste, féministe au sein du Parti Socialisme et Liberté (PSOL). Voici une interview réalisée auprès de deux camarades du courant Enlace du PSOL, de passage à Paris.

Béatrice Whitaker – Quelles sont les caractéristiques des mobilisations et luttes qui ont eu lieu au Brésil au printemps dernier ?

Allan Coelho et de Fernanda Malafatti – Le mouvement est né avec un objectif clair : affirmer le droit aux transports pour tous, avec une revendication assez limitée, refuser l'augmentation du ticket de transport de 20 centimes. La question des conditions de mobilité des travailleurs a rapidement fait l'objet d'une réflexion. Dans une métropole, les riches peuvent se déplacer tranquillement, tandis que les travailleurs ont beaucoup de difficulté à se déplacer avec les bus, trains et métros. C'était le sujet central de la lutte.

Le mouvement s'est amplifié et a ajouté d'autres questions que la gauche anticapitaliste défendait seule, depuis longtemps, comme par exemple, la dénonciation de la précarité du service public dans la santé et dans l'éducation avec des mots d'ordre comme *« Nous voulons la santé de standing FIFA »*, en comparant les dépenses du gouvernement pour accueillir la Coupe des confédérations de foot, en 2014.

Les mobilisations se sont aussi focalisées contre le projet « Soignez les gays » lancé par un député évangéliste, homophobe, qui voulait faire voter une loi prônant un suivi psychiatrique pour les homosexuels. Ce projet menaçait d'être approuvé. Le mouvement contre ce projet a eu une écho national et international. Le député a été obligé de le retirer.

Le gouvernement de l'État de São Paulo a commencé à agir de façon barbare, par la répression policière et des emprisonnements arbitraires, par l'utilisation de gaz lacrymogènes. La violence a été telle que la lutte s'est enrichie de la thématique de la violence de l'État, pour la démilitarisation de la police au Brésil. En effet, aujourd'hui la police est militaire, vieil héritage du régime militaire du temps de la dictature.

Le traitement des événements par les médias et les grandes corporations a montré à quel point les médias sont liés au pouvoir, en interprétant le mouvement à leur façon, en cachant les actions de répression du gouvernement et de la police sur les manifestants. La démocratisation des moyens de communication, thématique récurrente de la gauche mais qui était jusque-là sans écho dans la

société brésilienne, est devenue un axe fort dans les mots d'ordre.

Le contenu des mobilisations qui a repris ces différentes thématiques a eu des conséquences positives, car il correspond aux axes de la construction d'un projet de gauche alternatif au Brésil.

Évidemment la bourgeoisie et les sociétés de communication ont aussi essayé d'imposer leurs vues sur le mouvement, en transformant ce mouvement en lutte contre le PT et la présidente. Ils ont essayé de réduire les revendications des mobilisations à la seule lutte contre la corruption, car l'une des revendications était l'abrogation de la PEC 37 (Proposition d'amendement à la Constitution) - une mesure permettant de retirer le pouvoir d'investigation criminelle aux ministères publics des États et de la Fédération. Les députés fédéraux ont été obligés de céder à la pression des manifestants.

Le sentiment anti-parti de gauche a été l'autre version que la bourgeoisie et ses représentants ont essayé d'inculquer au mouvement. Certes, les partis ont été très mal vus et refusés dans les manifestations, surtout le Parti des travailleurs (PT), critiqué pour opportunisme, bureaucratisme…

Ces critiques étaient les mêmes que celles que nous faisons au PT car notre pratique politique au PSOL, est tournée vers une façon d'agir différente de celle habituellement utilisée par les autres partis politiques de gauche. Le PSOL a donc bien été accepté au sein des manifestations où nous étions présents avec nos banderoles et drapeaux.

La dynamique des mobilisations s'est développée avec la suppression de l'augmentation des 20 centimes, suivi de l'abrogation de la PEC 37 et, enfin le retrait du projet anti-gays. C'est alors que le mouvement a subi un certain reflux.

Est-ce qu'aujourd'hui nous pouvons tirer un quelconque bilan de ces luttes ?

Nous pouvons faire un bilan encore provisoire, car nous ne pouvons pas dire que cette période de protestations est terminée. Il y a eu une offensive générale des autorités et des médias, afin de démobiliser les mouvements et, de fait, maintenir mobilisées en permanence des villes comme São Paulo, Rio de Janeiro, Fortaleza, etc. n'est pas tellement viable.

Nous résumons ainsi la situation : le mouvement a été victorieux. Il exigeait l'abrogation de l'augmentation des tickets de bus, malgré le refus déterminé de la part du gouvernement qui a cependant dû céder. La population a donc connu l'expérience d'aboutir quand elle se mobilise, qu'elle est capable de réussir. D'autres victoires ont donc suivi comme l'abrogation de la PEC37 et l'abandon de la loi anti-gays.

Ces mobilisations se sont traduites par une radicalisation politique. Elles ont renforcé par exemple le mouvement des Black Bloc, groupe qui pratique des actions plus radicales – en cassant les vitrines d'agences bancaires, de magasins, de multinationales, etc.

Elles ont souvent été suivies d'une répression extrêmement dure de la part de la police, habituée ces dernières années à des actions ou des mobilisations sociales très modérées. Actuellement, nous avons une difficulté à mobiliser sans être violemment réprimés par la police ou sans que les syndicats organisateurs reçoivent des amendes extrêmement élevées.

« La casse » est plus médiatisée que « la répression » et pourtant nous avons eu des morts assassinés par la police utilisant des vaporisateurs de piments chimiques pendant les protestations… Il existe donc un fort climat de tension.

Ces mobilisations ont donné de la légitimité aux protestations car elles ont été soutenues par la

population. Même les médias, qui essayaient au début de dénigrer les mobilisations, ont modifié leur lecture du mouvement, en plaçant d'un côté les manifestants pacifiques et de l'autre les « vandales qui restent en dehors des limites de la civilité acceptée ».

Une partie de la gauche - le PT et d'autres organisations - se sont associées à cette idée, en appelant à faire des manifestations « civilisées », en faisant des accords avec la police pour organiser leurs actions.

Pendant les mois de juillet et d'août, une partie du mouvement a continué à faire des actions plus radicales comme l'occupation des chambres municipales, des mairies, à Rio, à Fortaleza, à Niteroi, à Recife, et dans d'autres villes. Nous avons une tâche auprès des réseaux sociaux pour démontrer que la violence vient de l'État. Nous avons donc initié une campagne contre le vandalisme d'État. Ainsi, sont apparues des images comme « le vandalisme c'est le métro de São Paulo », « le vandalisme c'est la police », « le vandalisme c'est le système de santé ». Cette déconstruction est importante car nous devons penser jusqu'où une organisation de gauche doit s'orienter devant une loi qui réprime le peuple et qui le tue.

Le gouvernement a essayé de montrer qu'il était capable de dialoguer avec la population qui manifeste, mais ce qui a été retenu est ailleurs. Il est clair que la jeunesse sortie dans les rues est composée de travailleurs précaires très différents des militants traditionnels. Ces jeunes ne fréquentent pas l'université publique, ils ne sont ni des intellectuels ni des syndicalistes. Cette précarité a enfin été rendue visible et a montré que la vie au Brésil n'est pas si facile que ce que nos gouvernants veulent bien faire croire. Le Parti des travailleurs (PT) martèle que nous vivons l'inclusion sociale depuis 10 ans, et en un mois, ce discours a été démasqué, laissant à nu la réalité : la vie au Brésil va mal. La prise de conscience du fait que la situation au Brésil est mauvaise ajoutée à l'idée que si on sort dans la rue on obtient des victoires, a eu comme résultat la constitution d'une nouvelle génération qui lutte et se radicalise. Une tâche est donc d'apprendre à dialoguer avec cette jeunesse.

Il faut souligner que ce mouvement a existé au-delà des grandes capitales, dans des petites villes voire des villages avec des manifestations d'une seule journée, mais ce fut une démonstration visible.

Et aujourd'hui, quelle est la situation ?

Aujourd'hui nous nous trouvons dans un moment de reflux. Cela ne veut pas dire que tout est revenu comme avant. Nous avons un agenda de luttes bien rempli, mais ce sont des luttes plus traditionnelles.

Nous observons qu'il y a une nouvelle génération de militants qui cherche à s'informer, à s'organiser. Ainsi, nos meetings sont plus importants, les salles plus remplies.

L'une des choses qui n'a pas eu de reflux, est que l'agenda politique est rentré dans la vie quotidienne des Brésiliens. Le Brésil, qui s'est habitué à se mobiliser autour du football et qui a reçu pour la première fois une coupe des confédérations, a été l'objet de l'attention des commentateurs internationaux : pas pour le football mais pour les protestations !

Ce phénomène était impossible à imaginer avant et personne n'a été capable de prévoir une telle situation !

D'importantes luttes perdurent comme celle des professeurs de Rio de Janeiro. Elles sont moins massives qu'en juin, mais il est probable que les tensions reviennent, car les promesses du gouvernement ne résolvent pas les problèmes réels du peuple.

Les problèmes de la vie quotidienne perdurent, les prix du ticket de transport peut redevenir un enjeu : car les patrons des compagnies de transports vont exiger une augmentation des tarifs, c'est leur plan. Mais surtout, le peuple ne va pas accepter que le gouvernement reçoive la Coupe du Monde façon VIP avec son cortège de milliardaires tandis qu'au même moment le minimum n'est pas assuré aux simples citoyens. Ces éléments centraux des mobilisations ne vont pas disparaître, ils sont toujours présents.

Pour aborder un autre sujet, comment se passe la fusion de ton courant avec d'autres au sein du PSOL ?

Une nouvelle organisation est en train d'être construite au sein du PSOL. Il s'agit d'un processus de fusion d'Enlace, notre courant, avec le CSOL et d'autres groupes régionaux du PSOL. La chance est que cette fusion se réalise dans ce climat de grandes mobilisations qui nous oblige à nous poser la question : avec qui voulons-nous dialoguer et agir pour construire une alternative ?

Ces groupes sont composés d'indépendants qui veulent discuter avec nous de la construction d'un seul courant anticapitaliste, écosocialiste, féministe, internationaliste, au sein du parti, et ayant comme référence la IVe Internationale. Ces discussions ont commencé et abouti à l'élection d'un comité de liaison qui réunit des représentants de chaque courant. C'est un processus qui s'est réalisé au milieu des mobilisations de rue en démontrant la justesse de nos thèses vis-à-vis des courants ne croyant pas à la nécessité des mobilisations de masse pour changer le rapport de force. L'enjeu est toutefois de renouveler notre pratique politique, en cherchant à dialoguer et à s'intégrer aux mouvements qui surgissent spontanément, sinon nous risquons d'être dépassés par le peuple, car les peuples peuvent faire des révolutions avec ou sans les courants révolutionnaires. Or, nous voulons contribuer à la prise de conscience de la lutte de classes et à l'enrichissement du débat politique. Nous n'avons d'autre alternative que de s'insérer dans ces nouvelles pratiques de luttes.

Cela peut être facilité par la correspondance entre les mots d'ordre du mouvement et nos traditionnels axes d'intervention. C'est le cas de la lutte contre la criminalisation des mouvements et la lutte contre la militarisation des polices et de l'Etat. Ces thématiques font partie de nos axes prioritaires d'intervention actuellement car nous assistons aujourd'hui au Brésil à des disparitions et à des assassinats de militants comme au temps de la dictature. C'est le cas d'Amarildo, un citoyen engagé vivant dans un bidonville disparu à Rio de Janeiro qui a disparu puis a été retrouvé après avoir été torturé par la police. Une ample campagne de dénonciation intitulée « où est Amarildo ? » a eu lieu et la police s'est justifiée en l'assimilant à un trafiquant de drogue. Un autre axe prioritaire, soulevé aussi par les mouvements, est la critique des méga-événements, comme la coupe du Monde de football et les Jeux olympiques. Enfin, la dénonciation du mauvais état du service public lié à la corruption des autorités du pays fait partie des campagnes engagées.

Le processus de fusion doit aboutir à une seule organisation en janvier 2014 avec une étape en octobre. Il cherche à respecter les rythmes locaux et les dynamiques d'autonomie de certains mouvements avec lesquels nous militons.
Nous avons quelques collectifs qui se sont construits dans la jeunesse, dans le mouvement syndical étudiant, là où il n'y a pas que des militants de la IVe Internationale, nous souhaitons que le temps soit suffisant pour que les jeunes débattent entre eux de leur place dans ce processus de fusion. Il y a en même temps des endroits où les discussions ont abouti au fonctionnement des équipes locales au sein d'une seule structure. L'idée est que l'organisation politique qui agit au sein du PSOL soit structurée, avec ses statuts, son propre nom dès le mois d'octobre. La jeunesse et d'autres secteurs qui prévoient d'allonger le temps des débats rejoindront le processus d'ici le mois de janvier. La fondation de cette nouvelle organisation se fait donc ce mois d'octobre 2013.

Interview et traduction : Béatrice Whitaker

P.-S.

* Publié le 04/10/2013 :
http://www.gauche-anticapitaliste.org/content/bresil-le-mouvement-ete-victorieux